



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste
Paris 11-12-20

Lundi 11 décembre 2023

Face au racisme d'en haut, notre solidarité de travailleurs et travailleuses

NON À LA LOI DARMANIN !

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

La scélératesse au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique !

L'Assemblée nationale adoptera-t-elle les propositions les plus abjectes ? Elle a en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées.

La plus grande scélératesse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à

l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

Mais qui fait tourner toute la société ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza.

Travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre la loi « Immigration », et le lundi 18 décembre à Paris.

Y a pas le compte

La direction avait été obligée de reconnaître que le travail déborde aux lignes du 12^e. Elle avait promis trois emplois face à notre mobilisation.

Mais voilà que la promesse s'est transformée en comptages. Comme si nous avons besoin de voir débarquer de nulle part toute une brigade de compteurs pour savoir ce qu'il en est !

Bizarrement, ce jour-là, la charge de travail a plongé. Des camions se seraient perdus ?

Une chose est sûre, nous ne nous en laisserons pas compter !

Pas comblé ? C'est le comble

Dans peu de temps, un collègue manut va partir en retraite. La direction traîne ses savates et n'a rien prévu pour le remplacer.

Il n'est pas question de donner le boulot à ses collègues, qui subissent déjà la réorg et ne savent plus où donner de la tête. Chaque départ doit être remplacé et cela il faut l'imposer ensemble.

Îlot coulé

Sur l'îlot Erard du 12^e, compliqué de finir les tournées à rallonge, le courrier s'accumule, les réclamations fusent.

Tout ce que la direction sait faire, c'est de faire venir une dizaine de collègues du centre d'entraide.

Pour ne pas nous faire presser comme des citrons, ce qu'il nous faut ce sont des embauches définitives partout et pas qu'un dizaine.

Foutage de gueule en prime

Ce n'est pas le tout de geler les salaires et d'accorder quelques primes de ci de là. La direction n'est même pas capable de les verser en temps et en heure. Elle n'aurait pas le temps de s'en occuper ?

Eh bien nous n'allons peut-être plus avoir le temps de travailler ?

En service minimum pour les réfugiés

Les collègues des guichets de Goncourt et Saint-Maur dans le 11^e étaient en grève la semaine dernière. Ces deux guichets sont censés s'occuper des demandeurs d'asile, ouvrir les comptes des réfugiés pour qu'ils puissent avoir une vie normale. Mais il n'y a pas assez de personnel pour le faire. Les usagers attendent dans le froid, les files sont interminables, alors que La Poste s'était engagée à assurer ce service.

Les collègues exigent du personnel pour accueillir tout le monde de manière humaine.

Gros melon et martinet en cuir

Monsieur le grand manager de la direction de Paris est encore descendu de sa tour pour aller faire la leçon à nos collègues de l'îlot Breguet.

Tout ce que la direction sait faire, c'est sabrer des emplois, pas besoin de ses lumières.

Des fournitures sans fermeture !

Le service DAPO, qui livre les fournitures à La Poste (papier, matériel, etc.), est en voie de fermeture. La Poste veut transférer ce travail au centre de tri de Gonesse, et ensuite nos collègues manuts, chauffeurs et collecteurs s'occuperaient de tout ça à l'arrivée, en plus de ce qu'ils font déjà. Décharger les camions, emmener le matériel dans les guichets et puis quoi d'autre encore !

La Poste s'en met plein les poches en supprimant des services. Nous n'avons ni quatre bras, ni envie de nous casser le dos pour ses profits.

Ministre d'un gouvernement défaillant

Aurore Bergé, ministre des Solidarités et des Familles (plutôt du Mépris des classes populaires !) est en guerre contre la jeunesse en perdition. Des profs en plus ? Des infrastructures sportives ? Des loisirs ou des éducateurs ?

Non, selon elle, il faut s'en prendre aux parents « défaillants » en les condamnant à des travaux d'intérêt général.

Alors qu'elle commence par s'en prendre à ses amis Zemmour, dont le rejeton a provoqué un accident grave sous l'empire de l'alcool, ou Péresse, dont le fils a été arrêté avec 4 g de cannabis... Ceux-là seraient bien plus utiles à nettoyer les toilettes publiques qu'à brasser des idées puantes.

La mobilisation continue pour Gaza !

À Gaza, la guerre ne fait que s'amplifier, avec plus de 17 700 morts déjà. Si les grandes puissances ont pris le parti de l'État d'Israël et de sa guerre contre un peuple, la solidarité avec les Palestiniens continue à s'exprimer dans les classes populaires un peu partout sur la planète.

À Paris, la manifestation de samedi dernier a compté avec la présence du collectif « Soignantes pour Gaza », qui manifeste depuis plusieurs semaines son indignation face à cette guerre où les hôpitaux sont aussi pris pour cibles.

La guerre ne s'arrête pas, notre mobilisation doit continuer, soyons nombreuses et nombreux aux prochaines manifestations.

Dimanche 17 décembre 14h à République